



KPMG S.A.  
19 rue Clément Ader  
Pôle Henri Farman - BP 162  
51685 Reims

# Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne dite "A.T. 10-51"

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne dite "A.T. 10-51"

192 rue de Preize - 10000 Troyes

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.  
19 rue Clément Ader  
Pôle Henri Farman - BP 162  
51685 Reims

## **Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne dite "A.T. 10-51"**

192 rue de Preize - 10000 Troyes

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne dite "A.T. 10-51",

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne dite "A.T. 10-51" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 5.2. de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 22 mai 2026

KPMG S.A.



Patrick ZEIMETT

Associé

**Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne dite "A.T. 10-51"**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

# BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

## ANC 2022-06

Dossier : 2CONSO - Consolidation A.T.10-51  
Norme Fiscale

En Euro  
(Provisoire)

ACTIF	Exercice N 01/2025 - 12/2025			Exercice N - 1
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2024 - 12/2024
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Concessions, brevets, licences, marques, ...	73 098,15	67 879,86	5 218,29	7 099,27
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Constructions	542 831,23	195 739,01	347 092,22	283 276,05
Installations techniques, matériels et outillage	1 800,01	1 800,01		
Autres immobilisations corporelles	583 415,38	458 301,63	125 113,75	110 759,18
Immos corporelles en cours, avances et acomptes	5 835,44		5 835,44	
<b>Immobilisations financières</b>				
Autres titres immobilisés	95 114,25		95 114,25	93 284,25
Autres immobilisations financières	13 852,15		13 852,15	13 668,49
<b>ACTIF IMMOBILISE - Total II</b>	<b>1 315 946,61</b>	<b>723 720,51</b>	<b>592 226,10</b>	<b>508 087,24</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	15 797,22	10 007,39	5 789,83	11 288,78
Autres créances	18 249,73		18 249,73	69 215,32
Charges constatées d'avance	8 371,08		8 371,08	9 453,83
Valeurs mobilières de placement	325 000,00		325 000,00	100 437,64
Disponibilités	1 492 079,59		1 492 079,59	1 309 008,20
<b>ACTIF CIRCULANT - Total III</b>	<b>1 859 497,62</b>	<b>10 007,39</b>	<b>1 849 490,23</b>	<b>1 499 403,77</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>3 175 444,23</b>	<b>733 727,90</b>	<b>2 441 716,33</b>	<b>2 007 491,01</b>

# BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

## ANC 2022-06

Dossier : 2CONSO - Consolidation A.T.10-51  
Norme Fiscale

En Euro  
(Provisoire)

PASSIF	Exercice N 01/2025 - 12/2025	Exercice N - 1 01/2024 - 12/2024
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres complémentaires	100 918,18	100 918,18
<b>Réserves</b>		
Réserves pour projet de l'entité	250 105,43	173 208,91
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	250 105,43	173 208,91
Autres réserves	319 246,72	319 246,72
Report à nouveau	455 124,91	345 270,02
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	169 555,60	169 555,60
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	264 889,89	252 419,73
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	225 492,76	112 161,39
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	(204 813,34)	(188 866,70)
Excédent ou déficit de l'exercice	378 438,65	186 751,41
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 503 833,89</b>	<b>1 125 395,24</b>
Provisions réglementées	74 348,89	74 348,89
<b>FONDS ASSOCIATIFS - Total I</b>	<b>1 578 182,78</b>	<b>1 199 744,13</b>
<b>FONDS REPORTEES ET DEBIES</b>		
Fonds dédiés	229 932,41	192 400,73
<b>FONDS REPORTEES ET DEBIES - Total II</b>	<b>229 932,41</b>	<b>192 400,73</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour charges	193 374,52	173 122,55
<b>PROVISIONS - Total III</b>	<b>193 374,52</b>	<b>173 122,55</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	150 733,72	166 229,85
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 895,89	24 283,62
Dettes fiscales et sociales	261 551,31	243 693,78
Autres dettes	7 045,70	8 016,35
<b>DETTES - Total IV</b>	<b>440 226,62</b>	<b>442 223,60</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III+ IV + V)</b>	<b>2 441 716,33</b>	<b>2 007 491,01</b>
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0,00	0,00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0,00	0,00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0,00	0,00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0,00	0,00
Dont à moins d'un an	0,00	0,00
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0,00	0,00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0,00	0,00

# COMPTE DE RESULTAT

## ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2022-06

Norme Fiscale

Dossier : 2CONSO - Consolidation A.T.10-51

En Euro

(Provisoire)

	Exercice N 01/2025 - 12/2025	Exercice N - 1 01/2024 - 12/2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	417,00	396,00
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 555 449,75	2 322 479,30
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	2 508 349,75	2 271 379,30
Ressources liées à la générosité du public	553,24	457,92
<i>Dons manuels</i>	553,24	457,92
Contributions financières	320,00	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 172,91	10 439,44
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	4 240,00	
Utilisations des fonds dédiés	4 542,82	2 837,13
Autres produits	3 265,67	3 377,59
<b>Total I</b>	<b>2 569 961,39</b>	<b>2 339 987,38</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	347 505,96	306 206,39
Impôts, taxes et versements assimilés	133 634,25	133 097,50
Salaires	1 202 329,52	1 185 136,64
Cotisations sociales	399 114,22	402 344,01
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	65 709,58	73 363,20
Dotations aux provisions	20 251,97	50 626,75
Reports en fonds dédiés	42 074,50	32 739,73
Autres charges	3 784,36	4 161,27
<b>Total II</b>	<b>2 214 404,36</b>	<b>2 187 675,49</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>355 557,03</b>	<b>152 311,89</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation	1 844,51	1 818,89
Autres intérêts et produits assimilés	24 029,14	30 145,01
<b>Total III</b>	<b>25 873,65</b>	<b>31 963,90</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	2 992,03	3 280,43
<b>Total IV</b>	<b>2 992,03</b>	<b>3 280,43</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>22 881,62</b>	<b>28 683,47</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>378 438,65</b>	<b>180 995,36</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS V		5 891,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		134,95
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		<b>5 756,05</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>2 595 835,04</b>	<b>2 377 842,28</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>2 217 396,39</b>	<b>2 191 090,87</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>378 438,65</b>	<b>186 751,41</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Bénévolat	(17 332,00)	(23 831,25)
<b>TOTAL</b>	<b>(17 332,00)</b>	<b>(23 831,25)</b>

# COMPTE DE RESULTAT

## ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2022-06

Norme Fiscale

Dossier : **2CONSO - Consolidation A.T.10-51***En Euro*  
**(Provisoire)**

	Exercice N 01/2025 - 12/2025	Exercice N - 1 01/2024 - 12/2024
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Personnel bénévole	17 332,00	23 831,25
<b>TOTAL</b>	<b>17 332,00</b>	<b>23 831,25</b>



Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31/12/2025**

**AT10-51**

**Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne**

---

<b>Table des matières</b>
---------------------------

1. OBJET SOCIAL	4
1.1. L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :	4
1.2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
2. FAITS CARACTÉRISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE,	5
2.1. Evènements principaux de la Période	5
2.1.1. Mouvements du Personnel	5
2.1.2. Méthode de calcul de la participation des majeurs	6
2.1.3. Service I.S.T.F :	7
3. FAITS CARACTERISQUES de l'EXERCICE	8
3.1.1. Travaux dans les locaux de Troyes	8
3.1.2. Projet d'acquisition de locaux dans les bâtiments de Chalons en Champagne	8
3.1.3. Contrôle des Comptes Rendus de Gestion annuels	9
3.1.4. Démarche qualité	9
3.1.5. Cybersécurité	10
3.1.6. RGPD	10
3.1.7. Début dossier BOZEC	10
3.1.8. Questionnement sur l'attractivité	11
4. EVÈNEMENTS POST CLÔTURE :	11
5. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	12
5.1. Présentation des comptes	12
5.2. Principales Méthodes Comptables	12
5.3. Changement de méthode d'évaluation	13
5.4. Autres informations	13
6. INFORMATIONS RELATIVES aux POSTES du BILAN	14
6.1. Bilan actif	14
6.1.1. Immobilisations corporelles	14
6.1.2. Créances	15
6.1.3. Compte à terme :	15
6.1.4. SICAV :	15
6.1.5. Charges constatées d'avance	15
6.2. Bilan Passif	16
6.2.1. Fonds Propres	16
6.2.2. Report à nouveau avant répartition du résultat	17
6.2.3. Provisions pour risques et charges	17
6.2.4. Fonds dédiés	18

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

6.2.5. Dettes	18
7. INFORMATIONS RELATIVES au COMPTE DE RESULTAT	19
7.1. Passage du résultat comptable au résultat administratif (résultat sous gestion contrôlée)	19
7.2. Tableau de répartition des produits d'exploitation en €	20
8. AUTRES INFORMATIONS	20
8.1. Contributions volontaires en nature	20
8.2. Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)	21
8.3. Engagements financiers	21
8.4. Crédit-Bail	21
8.5. Informations relatives à la rémunération des dirigeants	21
8.6. Informations relatives à l'effectif	21

## **1. OBJET SOCIAL**

### **1.1. L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :**

L'Association a pour but, sur les Départements de l'Aube et de la Marne, et en liaison avec l'Union Nationale des Associations de Parents, de Personnes Handicapées mentales et de leurs amis (Unapei.) :

- D'assurer la protection de la personne et la sauvegarde des biens des Personnes Handicapées mentales dont les parents vivants ou décédés sont ou étaient adhérents à une Association rattachée à l'Unapei, et d'autres Personnes Handicapées mentales sur décision spécifique du Conseil d'Administration,
  - D'assumer, dans la limite ci-dessus, toutes fonctions de protection, notamment en application du Titre XI du Code Civil et de toute disposition législative et réglementaire éventuellement applicable,
  - D'apporter aux Tuteurs familiaux et aux Familles adhérents à l'Association, information et soutien technique pour l'exercice de la mesure de leur enfant ou de leurs parents,
- Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

### **1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées**

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Missions de représentation des personnes placées en mesure de tutelle.
- Missions d'assistance des personnes placées en mesure de curatelle.
- Informations et soutien aux familles ou amis de personnes handicapées en charge de la mesure de protection de leur proche, ou en passe de le devenir.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

au 31/12/2025, l'activité de Protection Judiciaire des Majeurs s'est exercée auprès d'environ :

- 638 personnes dans le département de l'Aube
- 478 personnes dans le département de la Marne

## **2. FAITS CARACTÉRISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE.**

### **2.1. Evènements principaux de la Période**

#### **2.1.1. Mouvements du Personnel**

##### **ABSENCES SALARIES :**

###### ***Sur le secteur Marne :***

- Pas de congé maternité pour 2025.
- Un arrêt maladie longue durée pour Mme ALLUCHON Stéphanie, cette absence a occasionné des heures supplémentaires pour des collègues volontaires
- Un arrêt maladie longue durée pour Mme PANCKIEWICZ Ewa ; cette absence a été comblée par un recours à un CDD mi-temps occupé par Mme RYBICKA Iwona

###### ***Sur le secteur Aube***

- Pas de congé maternité pour 2025.
- Deux arrêts maladie de longue durée pour Mme LAMBERT Isabelle, cette absence a été comblée en partie pour le recours à du personnel intérimaire pour un équivalent mi-temps
- Un arrêt maladie longue durée pour Mme GEOFFROY Sarah et Mme SINAMA Sandrine, ces absences ont occasionné des heures supplémentaires pour des collègues volontaires.

##### **DEPARTS :**

###### ***Sur le secteur Aube :***

Aucun départ n'a eu lieu au cours de l'année 2025.

###### ***Sur le secteur Marne :***

Nous avons eu 4 départs sur cette année 2025, suite à des démissions ou licenciement de salariés.

- En février 2025, Mme GERAD Aline démissionne après 3 mois au service. Elle a saisi l'opportunité d'exercer un poste proposé plus proche de son domicile.
- En avril 2025, après 7 mois au service, Mme ALLUCHON Stéphanie est licenciée de ses fonctions de MJPM
- En août 2025, M DEGBOE Elfried a dû être licenciée pour refus de se former à la licence professionnelle MJPM, diplôme indispensable à l'exercice des fonctions de MJPM
- En septembre 2025, Mme DJORDJEVIC BASSO Cassandra quitte son poste de MJPM après 10 mois au service pour un poste plus proche de son domicile.

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

**EMBAUCHES SALARIES :****Sur le secteur Aube :**

Une comptable tutélaire, Mme Maryline PHAM, a été embauchée le 12 novembre 2025 pour préparer un départ à la retraite devant survenir début 2026.

**- Sur le secteur Marne :**

En avril 2025, M NASCIMENTO BARBOSA Sharana Loraine est embauchée au poste de MJPM, en remplacement de Mme ALLUCON Stéphanie.

En mai 2025, Mme HOHET Cassandra est embauchée au poste de MJPM laissé vacant par Mme GERARD Aline.

En août 2025, Mme LABORIE Léa est embauchée pour remplacer M DEGBOE Elfried au poste de MJPM.

En septembre 2025, M RASETARISOA Tsiaro est embauché pour occuper le poste MJPM laissé vacant par Mme DJORDJEVIC BASSO Cassandre.

En décembre 2025, nous notons l'embauche en CDD de Mme RYBICKA Iwona .

**DEPART A LA RETRAITE :**

Néant

**2.1.2. Méthode de calcul de la participation des majeurs**

La participation des majeurs protégés est établie, selon des modalités fixées par le décret n° 2008-1554 du 31 décembre 2008, modifié par les décrets n° 2011-710 du 21 juin 2011 et n°2011-936 du 1<sup>er</sup> août 2011.

Modification de la participation des majeurs à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018, suite au décret n°2018-767 du 31 Aout 2018, celui-ci a été annulé partiellement par le conseil d'Etat en date du 12 février 2020, attestant que l'A.A.H devait rester le montant de la franchise des ressources à ne pas prendre en compte.

Actuellement, le calcul initial réalisé en début d'année pour la participation mensuelle des majeurs est révisé régulièrement au cours de l'année. En effet, dès qu'une modification de ressources ou d'hébergement survient, les frais de gestion des majeurs concernés doivent être révisés pour éviter le recalcul unique en fin d'année.

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

**2.1.3. Service I.S.T.F :**

Le service d'Information et de Soutien aux Tuteurs Familiaux (I.S.T.F.) a pour but de conseiller et de soutenir les tuteurs familiaux parfois démunis ou dépassés par les obligations juridiques ou administratives imposées à tout tuteur, qu'il soit professionnel comme l'at10-51, ou parent bénévole.

Pour l'année 2025, le poste de chargé de mission ISTF a été pleinement pourvu.

Malgré tout, le financement n'est toujours pas pérenne, dépendant pour chaque exercice, d'une subvention annuelle. La subvention étant révélée en cours d'année, le service ISTF ne peut fonctionner que grâce au financement de l'at10-51. Ainsi chaque année, nous sommes dans l'attente du renouvellement de la subvention sans savoir si le service pourra perdurer pour l'année en cours et si la subvention couvre les frais de fonctionnement calculés lors de la demande de subvention.

Il est à noter que malgré notre demande de subvention à hauteur de 49 000 €, pour 2025, il nous a été octroyé un financement de 47 100 €, à hauteur de ce que nous avons perçu pour 2024.

Une clé de répartition a été mise en place pour des frais de siège, le montant pour 2025 s'élève à 3 229.77 €.

Le service ISTF présente au 31.12.2025 un résultat déficitaire de 947 €.

Sur cette fin d'année 2025, le bilan des actions est le suivant :

- 126 rendez-vous personnalisés :
  - 11 rendez-vous à domicile
  - 60 rendez-vous au service
  - 54 rendez-vous dans les MJD de Troyes et de Romilly lors des permanences (mensuelles pour Romilly et toutes les deux semaines pour Troyes)
- 4 sessions d'information au Tribunal d'Instance de Troyes (17 personnes au total)
- 2 réunions d'information organisées auprès des établissements d'accueil de l'APEI (34 personnes)
- 1 session de formation organisées par le MEDOU Bréviandes Accueil social auprès des aidants (8 personnes)

Nous pouvons noter :

- 28 % d'augmentation des rendez-vous personnalisés par rapport à 2024
- Une augmentation de 42 % des rendez-vous pris dans les permanences MJD
- 18 % d'augmentation rendez-vous pris à l'AT10 ou à domicile.
- Une augmentation constante des échanges par téléphone et par emails avec + 59% pour les appels et 14% pour les mails.

### **3. FAITS CARACTERISQUES de l'EXERCICE**

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

#### **3.1.1. Travaux dans les locaux de Troyes**

Début des démarches en vue de la transformation des locaux de Troyes, après accord de MON LOGIS (bailleur de l'at10-51 pour les locaux de Troyes) à la suite d'échanges commencés en 2024.

A la suite des premiers contacts avec les services de sécurité des pompiers de l'aube (SDIS 10), il a été constaté que les locaux n'étaient pas enregistrés comme ERP, établissement recevant du public.

Cela a donc nécessité la constitution d'un dossier de demandes de travaux pour ERP pour un passage devant la commission sécurité des ERP de la ville de Troyes. L'objectif était d'obtenir un accord pour les travaux en même temps que l'enregistrement comme ERP.

Le projet consistait à transformer la salle de réunion du rez-de-chaussée en bureaux et les bureaux en rez-de-jardin en salle de réunion. Après obtention de l'accord sur ce projet de travaux, les aménagements ont pu être réalisés permettant de remonter l'ensemble des personnels sur le même niveau de locaux et la création de la salle de réunion en rez-de-jardin.

#### **3.1.2. Projet d'acquisition de locaux dans les bâtiments de Chalons en Champagne**

Pour notre secteur Marne, l'at10-51 avait l'opportunité d'acquérir des locaux en sous-sol situés immédiatement sous la salle de réunion actuelle.

Là aussi, le constat était que nos locaux n'étaient pas classés ERP. La direction a commencé la constitution du dossier de demande de travaux ainsi que des rencontres avec des artisans pour envisager les travaux.

La constitution du dossier de travaux et de mise aux normes ERP étant plus importante que pour les locaux de Troyes, la décision a été prise de recourir aux services d'un cabinet d'architecte.

Les travaux avaient pour but de transformer la salle de réunion du rez-de-chaussée en bureaux supplémentaires pour l'équipe marne et d'aménager les locaux en sous-sol comme salle de réunion et salle de repos/repas.

Pour les locaux en sous-sol, les normes en vigueur imposent d'avoir deux sorties distinctes pour des raisons de sécurité. Il était obligatoire d'aménager un escalier extérieur permettant d'atteindre directement ces pièces en sous-sol. Il était donc nécessaire d'acquérir les zones communes nécessaire à ces travaux. Sans accord de la copropriété sur cet achat, l'achat des locaux en sous-sol n'avait pas d'utilité.



Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

Une assemblée générale extraordinaire de la copropriété a fini par valider l'acquisition des quelques tantièmes permettant le projet de travaux ainsi les locaux en sous-sol ont pu être achetés en fin d'année 2025.

### **3.1.3. Contrôle des Comptes Rendus de Gestion annuels**

Les nouvelles règles concernant les contrôles des CRG sont entrées en application.

Les tribunaux désignent des professionnels agréés pour le contrôle des CRG des majeurs ayant un certain niveau de patrimoine. Pour les autres majeurs, les CRG doivent continuer à être réalisés et transmis aux tribunaux mais font l'objet d'une dispense de contrôle.

Sur ce sujet, la question concernait les moyens de transmission des CRG et pièces justificatives aux contrôleurs en assurant la sécurité des envois et de la protection des données.

L'envoi par courriers recommandés étant très onéreux et à la charge exclusive de l'at10-51, il importait de trouver une solution alternative pour la grande majorité des cabinets de contrôle n'ayant pas développé une plateforme de transmission des dossiers.

Le logiciel métier (Twin) de l'at10-51 dispose d'un module complémentaire permettant d'ouvrir l'accès à des documents choisis pour des tiers autorisés par le service (usagers, juges, contrôleurs). Malheureusement cette solution était, elle aussi, très onéreuse.

Une solution a été trouvée en utilisant une fonctionnalité inemployée du logiciel. Les documents du CRG peuvent ainsi être extraits de la GED sous la forme de fichiers zippés/cryptés et envoyés par mail. Parallèlement, un code de décryptage est envoyé au contrôleur par SMS, cette méthodologie permettant d'assurer les transferts de documents de façon sécurisée et sans surcoût pour le service.

### **3.1.4. Démarche qualité**

A la suite de l'évaluation HAS de l'at10-51, différents travaux ont été entamés. Il s'agissait des travaux à prévoir sur les trois critères impératifs pour lesquels notre service n'avait pas obtenu la note maximale.

Pour les 3 axes de travail définis après l'évaluation HAS, seuls 2 relèvent de la démarche qualité

L'ESSMS organise le recueil et le traitement des plaintes et des réclamations

L'ESSMS définit, avec les professionnels, un plan de prévention et de gestion des risques de maltraitance et de violence au bénéfice des personnes accompagnées

Le 3ème axe, concernant le plan de continuité d'activité

Le recueil et le traitement des plaintes et des réclamations est en partie effectif avec la mise en place du logiciel métier en 2024. Ce logiciel permet l'enregistrement des incidents et leur suivi. Il a aussi permis l'édition d'une affiche avec QR code permettant d'accéder à un formulaire de réclamation.

Le plan de continuité d'activité relevait de la gouvernance. Il est donc travaillé par l'équipe cadres depuis le début 2025 et doit être finalisé pour présentation au Conseil d'Administration en juin 2026.

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

### **3.1.5. Cybersécurité**

Après l'étude en cybersécurité réalisée fin d'année 2024, différents travaux ont permis de faire évoluer la sécurité informatique de l'at10-51.

Il s'agissait essentiellement de mise à jour de logiciels obsolètes, de changement du système de sauvegarde, de l'ajout de logiciel antivirus et de la mise en place de nouvelles règles de sécurité informatique (politique de mots de passe, rappel de la charte informatique, etc..)

Cette sécurité supplémentaire a notamment induit une augmentation significative du compte maintenance.

### **3.1.6. RGPD**

Le cabinet INKIVARI, choisi et désigné par l'at10-51 auprès de la CNIL, assure les fonctions de Délégué à la Protection des Données de l'at10-51 (DPO)

Dans ce cadre, diverses réunions de travail ont été organisées avec les groupes de travail volontaires pour continuer les travaux sur le registre des traitements de l'at10-51 qui est maintenant finalisé.

Des travaux avec la direction ont aussi permis d'avancer sur les procédures de violation de données et d'exercices des droits

### **3.1.7. Début dossier BOZEC**

Depuis 2024, l'at10-51 s'est vu confié 21 majeurs concernés par les malversations et détournements d'une mandataire d'une autre structure gérant des mesures de protection judiciaire.

Courant 2025, nous avons appris que l'affaire arrivait au niveau pénal et que les usagers concernés devaient se constituer partie civile. L'at10-51 a donc fait le nécessaire pour trouver la meilleure solution.

L'ensemble des majeurs sont maintenant représentés par le même avocat, Me BUSY, ce qui permet de centraliser les démarches, d'optimiser le coût et d'obtenir un certain poids de représentativité.

Une réunion rassemblant l'ensemble des majeurs concernés et ME BUZY a été organisé par l'at10-51 afin de leur exposer les différentes étapes et délais de la procédure. Un temps d'échange a aussi permis à chaque usager d'interroger Me BUZY.

### **3.1.8. Questionnement sur l'attractivité**

Sur l'année 2025, il a fallu continuer à gérer le turnover du personnel du secteur marne. A cette occasion, la question de l'attractivité de l'at10-51 a été questionnée. En effet, à grilles salariales identiques, certains services MJPM continuent de proposer des semaines de 35h assorties de congés trimestriels ; cela contrairement à l'at10-51 qui s'est conformée aux exigences du Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) 2018 qui stipulait que nos services MJPM n'avaient pas lieu d'octroyer ces congés trimestriels.

C'est pour cette raison que l'at10-51 s'est dotée d'un accord d'annualisation permettant des semaines de 37h entraînant l'acquisition de JRTT.

Malgré une souplesse horaire évidente, l'at10-51 se trouve donc en concurrence défavorable lorsqu'il s'agit de recruter de nouveaux salariés.

A l'initiative du Président de l'at10-51, une consultation rapide du personnel a été organisée afin de recueillir leurs avis sur un éventuel retour aux 35h et congés trimestriels.

Sachant que les conditions d'usage des JRTT et des congés trimestriels sont notoirement différentes, il est convenu avec les membres du CSE de dénoncer l'accord d'entreprise en vigueur, en vue de travaux de révision courant 2026 et la mise en œuvre d'un nouvel accord pour janvier 2027.

## **4. EVÈNEMENTS POST CLÔTURE :**

Le conflit au Moyen-Orient survenu à la fin du mois de février 2026 constitue un événement postérieur au 31 décembre 2025 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2025, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2025 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'AT 10-51 constate que ce conflit n'a pas, à ce stade, d'impact significatif du fait de son activité. Les impacts futurs éventuels identifiés sont les suivants : inflation, hausse des coûts d'énergie... »

## **5. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

### **5.1. Présentation des comptes**

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

### **5.2. Principales Méthodes Comptables**

Les comptes annuels de notre association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par le règlement ANC n°2023-03, aux dispositions du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales, et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC-2022-06.

#### **- Changement de méthode comptable – Application du règlement ANC 2022-06 et ANC 2023-03**

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre Association a appliqué pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers relatif à la modernisation des états financiers ainsi que le règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n°2018-06.

L'application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

L'application des nouveaux règlements susvisés génère les impacts suivants sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N.

- Les charges constatées d'avance sont dorénavant classées à l'actif en créances (8 371,08€ en 2025) et non plus en comptes de régularisation en bas de l'actif
- Les produits exceptionnels correspondant à des cessions d'immobilisation figurent dorénavant en autres produits d'exploitation (4 275.90€ en 2025)
- Les charges exceptionnelles correspondant à la valeur comptable des immobilisations cédées sont reclassées en charges d'exploitation (0€ en 2025 – les immobilisations cédées étant totalement amorties)

### 5.3. Changement de méthode d'évaluation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'évaluation ayant un impact significatif

### 5.4. Autres informations

La Loi du 5 mars 2007 sur la Réforme des Tutelles entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 nous oblige à intégrer l'ensemble des dispositions inhérentes aux règles budgétaires, comptables et financières des Etablissements et services sociaux et médico-sociaux. (E.S.M.S)

Le Code de l'action sociale et des familles fixe les règles budgétaires, comptables et financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux. Ces règles sont fixées par les articles L 314-1 à L 314-9 du Code de l'action sociale et des familles (CASF) et les articles R 314-1 et suivants des CASF.

Le budget du service est donc présenté dans ce cadre budgétaire normalisé.

Depuis le passage en Dotation Globale de Financement (DGF), le bilan et le compte de résultat sont présentés en consolidés, nous avons procédé à la séparation des comptes selon trois entités :

- service MAJEUR AT10-51
- Service I.S.T.F
- service SIEGE SOCIAL AT10-51

La provision congés payés est comptabilisée en respectant la méthode adoptée selon le cadre du tiers financeur des ETABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX (E.S.M.S), pour un montant au 31/12/2025 de ➔ **170 933.34 €** charges sociales comprises.

## 6. INFORMATIONS RELATIVES aux POSTES du BILAN

### 6.1. Bilan actif

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

#### Actif immobilisé

**Tableau des immobilisations et amortissements (K€)**

K€	31/12/2024	↗	↘	31/12/2025
Immos incorporelles	70	3		73
Immos corporelles	1 010	138	20	1 128
Immos Corpor. en cours	-	6	-	6
Immos financières	107	2	-	109
<b>Total Immos brutes</b>	<b>1 187</b>	<b>149</b>	<b>20</b>	<b>1 316</b>
Amortissements	679	64	20	723
<b>Total Immos nettes</b>	<b>508</b>	<b>85</b>		<b>593</b>

#### Immobilisations incorporelles

Ce poste comprend des logiciels amortis en linéaire sur des durées allant de 2 à 5 ans.

#### 6.1.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

La principale acquisition concerne la construction et les travaux déjà comptabilisé en partie en travaux en cours à l'exercice précédent.

Les amortissements des immobilisations sont calculés suivant la méthode linéaire :

Constructions	30 ans
Agencements et aménagement des terrains	20 ans
Installations générales, agencements	5 à 20 ans
Matériels de transport neufs	5 ans
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 à 10 ans

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

**6.1.2. Créances**

Créances €	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1	
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	0		
Autres			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	15 797	15 797	
Autres	18 250	18 250	-
Charges constatées d'avance	8 371	8 371	
<b>TOTAL</b>	<b>42 418</b>	<b>42 418</b>	<b>-</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			
(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours			

**6.1.3. Compte à terme :**

Trois comptes à terme sont en cours au 31/12/2025 et sont valorisés pour 325 000 € au total.

**6.1.4. SICAV :**

Néant.

**6.1.5. Charges constatées d'avance**

Elles sont principalement constituées d'abonnement, téléphonie, de frais de maintenance informatique et de charges locatives de copropriété payés d'avance et qui concernent le premier trimestre 2025 qui s'élèvent à 8 371 €.

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

## 6.2. Bilan Passif

### 6.2.1. Fonds Propres

Tableau des variations des Fonds propres

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES					
Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant global	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	100 918				100 918
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Réserves	492 456	76 897			569 353
Dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	173 209	76 897			250 106
Report à nouveau	345 270	109 855			455 125
Dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	112 161	113 331			225 492
Excédent ou déficit de l'exercice	186 751	- 186 751	378 438		378 438
Dont résultat des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	174 280				174 280
Fonds propres de la totalité des Fondations abritées	-				-
<b>Situation nette</b>	<b>1 125 395</b>	<b>0</b>	<b>378 438</b>	<b>-</b>	<b>1 503 833</b>
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	-				-
Provisions réglementées	74 349				74 349
<b>TOTAL</b>	<b>1 199 744</b>	<b>0</b>	<b>378 438</b>	<b>-</b>	<b>1 578 182</b>

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, pour rappel, Il n'existe plus de compte 116 mais un seul compte 115 report à nouveau des activités sociales et médico-sociales (SMS) sous gestion contrôlée avec des subdivisions spécifiques.



Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

**6.2.2. Report à nouveau avant répartition du résultat**

Tableau du report à nouveau avant répartition du résultat €		
Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées :		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté des activités sous gestion contrôlée		225 493
Report à nouveau des activités propres de l'entité		434 445
Dépenses inopposables aux financeurs	205 637	824
<b>SOLDE</b>	<b>205 637</b>	<b>660 762</b>

**6.2.3. Provisions pour risques et charges**

K€	31/12/2024	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	31/12/2025
Provisions Créances douteuses	10,03	1,15	1,17	10,01
Provisions indemnités départ retraite	173,13	20,25		193,38
Provision risques CP Droit européen	0			0
<b>TOTAL DES PROVISIONS</b>	<b>183,16</b>	<b>21,4</b>	<b>1,17</b>	<b>203,39</b>

Les frais de gestion dus, mais non réglés, par certains majeurs décédés sont provisionnés en "Provisions créances douteuses". Ces sommes sont déclarées au passif des successions concernées dans la perspective d'un règlement, lors du traitement du dossier successoral.

Des frais de gestion facturés à des majeurs sous curatelle simple ayant fait l'objet de plusieurs relances et restant impayés en fin d'exercice sont également provisionnés en « créances douteuses ».

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice. Cela concerne les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, elle s'élève à **193 374,52 €**.

Ce montant tient compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'Association à l'âge de la retraite, en fonction du taux de rotation des salariés et de table de mortalité, d'un taux d'évolution des rémunérations de 1.5 % et d'un taux d'actualisation de 3.70 %. Le taux de charges sociales appliqué est de 44%.

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

**6.2.4. Fonds dédiés**

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DÉDIÉS					
Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
	Montant global		Montant global	Montant global	
Subventions d'exploitation (1)	6 128	42 075	3 840	44 363	6 128
Fonds dédiés à l'exploitation	6 128	42 075	3 840	44 363	
Contributions financières des autorités de tarifications aux entités gestionnaires d'ESSMS	186 273		704	185 569	
Fonds dédiés à l'investissement	186 273		704	185 569	
	-		-	-	
<b>TOTAL</b>	<b>192 401</b>	<b>42 075</b>	<b>4 544</b>	<b>229 932</b>	<b>6 128</b>

Suite au règlement ANC n°2018-06, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, les fonds dédiés sont présentés au niveau du compte de résultat, en charges d'exploitation et produits d'exploitation. Ils apparaissaient au niveau du résultat exceptionnel.

**6.2.5. Dettes**

Dettes(b) €	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	150 734	15 790	66 211	68 732
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 896	20 896		
Dettes fiscales et sociales	261 551	261 551		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-		
Autres dettes	7 046	7 046		
Produits constatés d'avance	-			
<b>TOTAL</b>	<b>440 227</b>	<b>305 283</b>	<b>66 211</b>	<b>68 732</b>
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	-	-		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-	-		

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

**7. INFORMATIONS RELATIVES au COMPTE DE RESULTAT**

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre		6 786,65
service MJPM AT10-51 (sous Gestion Contrôlée)		372 599,04
Service I.S.T.F		-947,04
<b>Résultat de l'exercice comptable excédentaire</b>		<b>378 438,65</b>

Résultat par activité ou établissement

Tableau de détermination de l'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire (Art 153-2 ANC 2019-04-ESSMS)		
TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL D L'ENTITE	Exercice N	Exercice N-1
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	378 438	186 751
Reprises du résultat antérieur	-	
<b>EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL</b>	378 438	186 751
Dont résultat effectif sous gestion propre	6 787	9 532
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	371 651	177 219

**7.1. Passage du résultat comptable au résultat administratif (résultat sous gestion contrôlée)**

AT 10-51	Résultat Comptable	Provision	Dotations aux	Retraite- ment des réserves	Reprise du Résultat N-2	Résultat Administratif
Etablissements & Services		Congés Payés	Amortissem ents *			
Service Majeur AT 10	372 599,04	14 156,66	6 400,00	0,00	0,00	393 155,70
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>372 599,04</b>	<b>14 156,66</b>	<b>6 400,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>393 155,70</b>

\*« Le montant des dotations aux amortissements retraitées du résultat comptable (6 400€) correspond aux dotations aux amortissements des investissements non financés par l'autorité de tarification des tutelles.

Par conséquent, les dotations sont imputées sur le compte 1159210 reports à nouveau constitués de charges des activités ESMS sous gestion contrôlée dont la prise en compte des amortissements sont différés. Ils correspondent à la quote-part de la dotation aux amortissements relative aux locaux de la Marne.

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

**7.2. Tableau de répartition des produits d'exploitation en €**

	31.12.2025
Dotation globale de financement	2 102 529,45
Participation des majeurs	405 820,30
autres mesures AD HOC	0,00
Subvention service ISTF	47 100,00
Reprise provision	1 172,92
transferts de charges	
autres Produits	34 669,56
Utilisation des fonds dédiés	4 542,82
<b>TOTAL</b>	<b>2 595 835,05</b>

**8. AUTRES INFORMATIONS****8.1. Contributions volontaires en nature**

Suite au nouveau règlement ANC N°2018-06, il est un principe de recenser, valoriser et comptabiliser dans des comptes de classe 8, au pied du compte de résultat, la nature et l'importance des CVN.

En l'occurrence, il s'agit de bénévolat :

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat dont notre entité a bénéficié correspond à la valorisation des heures de bénévolat du Président, soit 240 heures, et à celles des administrateurs ayant participé à la commission éthique soit 40 heures.

Ces heures sont valorisées à hauteur de 5 fois le SMIC chargé en vigueur au 31/12/2025 soit 61.90 € .

Ainsi, en 2025, le bénévolat est valorisé pour 17 332 €.

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentés en Euros

**8.2. Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)**

Le poste « dons manuels » comprend notamment :

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte pour un montant de **320 €**
- Le montant total des abandons de frais (comptabilisés en charges par nature) par les bénévoles, soit **553.24 €**.

**8.3. Engagements financiers**

Néant

**8.4. Crédit-Bail**

Néant

**8.5. Informations relatives à la rémunération des dirigeants**

En application de l'article 20 de la loi N°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevée en **2025** à : 58 253.53 € brut.

**8.6. Informations relatives à l'effectif**

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie de personnel

Catégories	Homme	ETP Hommes	Femme	ETP Femmes	Total	Total ETP
Cadres	1	1,00	4	4	5	5
Employés	0		2	2	2	2
Technicien qualifié	0		6	4.89	6	4.89
Technicien supérieur	4	2.68	23	21.56	27	24.24
TOTAL	5	3,68	36	32.58	41	36.13